



**Marché n°2026DG18**

**Prestation d'expertise indépendante d'une solution de  
vote électronique pour les élections CA/CO du Cned**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

## Sommaire

<b>1.</b>	<b>PRESENTATION DU CNED .....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>ELEMENTS DE CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
<b>3.</b>	<b>PRESTATIONS DETAILLEES DU PRESENT MARCHE .....</b>	<b>5</b>
	<i>3.1.1 Périmètre des prestations .....</i>	<i>5</i>
	<i>3.1.2 Rapports initial et final.....</i>	<i>5</i>
	<i>3.1.3 Références obligatoires du titulaire .....</i>	<i>6</i>
	<i>3.1.4 Cellule de supervision et bureau de vote électronique.....</i>	<i>6</i>
	<i>3.1.5 Interlocuteur .....</i>	<i>6</i>

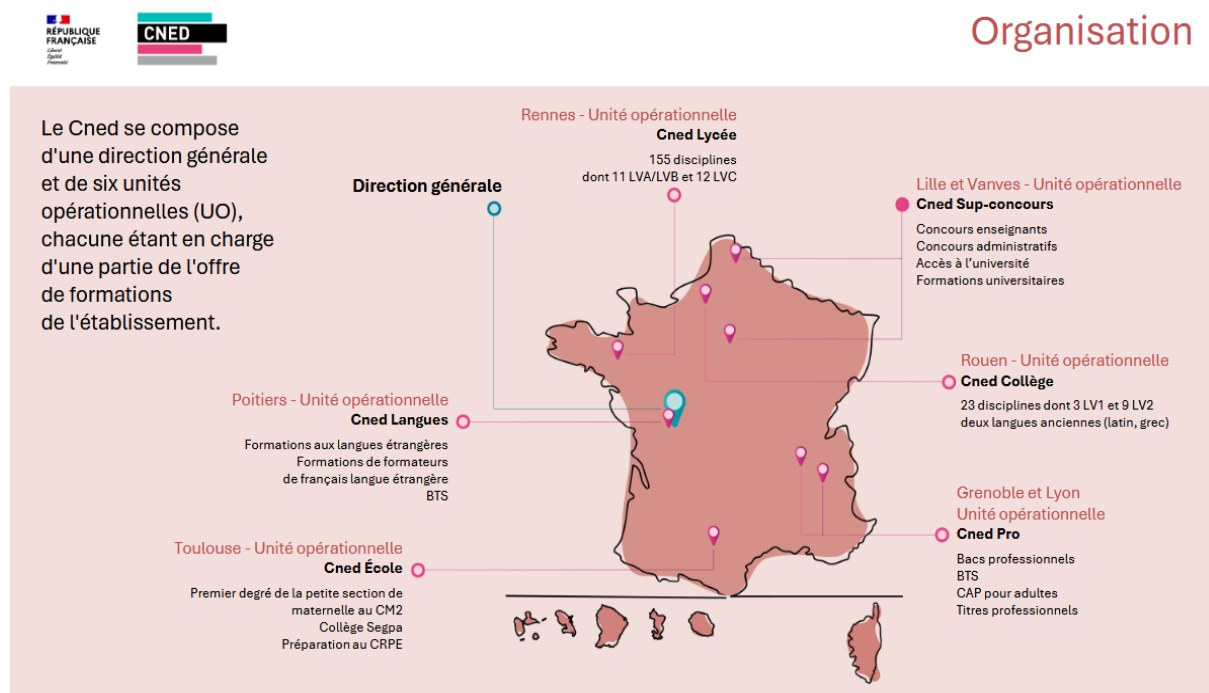
## Acronymes

CA	Conseil d'Administration
CO	Conseil d'Orientation
CGFP	Code Général de la Fonction Publique
CNED	Centre National d'Enseignement à Distance
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
FPE	Fonction Publique d'Etat

## 1. PRESENTATION DU CNED

Le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) est un établissement public à caractère administratif. Il est sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale et assure pour le compte de l'État le service public de l'enseignement à distance.

Le Cned est organisé en unités opérationnelles réparties comme suit sur l'ensemble du territoire national :



## 2. ELEMENTS DE CONTEXTE

Le décret n° 2024-1038 du 6 novembre 2024, relatif aux dispositions réglementaires des livres I et II du Code général de la fonction publique (CGFP), a profondément fait évoluer les modalités d'organisation des opérations de vote électronique dans la fonction publique.

Ce décret abroge et remplace notamment le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 pour la fonction publique d'État (FPE).

Les nouvelles dispositions sont désormais codifiées aux articles R.211-503 à R.211-584 du CGFP, et sont entrées en vigueur le 1er février 2025.

Elles s'appliqueront au Cned pour les élections des représentants du personnel prévues en **octobre 2026**.

Conformément à l'article R. 426-5 du Code de l'Éducation, le **Conseil d'Administration** du Cned comprend 18 membres dont :

- 6 représentants de l'État :
- 6 représentants du centre élus par les personnels de l'établissement et parmi eux : 3 représentants des personnels enseignants et 3 représentants des personnels administratifs et techniques.

(Pour chacun de ces représentants, un suppléant est élu dans les mêmes conditions.)

- 6 personnalités qualifiées désignées par arrêté des ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur, dont l'une sur proposition du ministre des Affaires étrangères.
- Le directeur général, le secrétaire général, le président du conseil scientifique, l'agent comptable, le contrôleur budgétaire ainsi que tout personne dont la présence est jugée utile par le président assistent aux séances avec voix consultative.

Par ailleurs, en vertu de l'article D. 426-12 du code de l'éducation, le Conseil d'Orientation du Cned est quant à lui composé de 2 collèges :

- **Le collège interne qui comprend 12 membres, dont :**

- 9 représentants élus des personnels du centre, parmi lesquels 6 représentants des personnels enseignants ;
- 3 représentants des usagers du centre nommés par arrêté des ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur sur proposition du directeur général.

(Pour chaque titulaire, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions).

- **Le collège externe comprend 9 membres** nommés en raison de leurs compétences par arrêté des ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur sur proposition du directeur général, dont :

- 6 personnalités compétentes en matière d'éducation, d'enseignement supérieur ou de recherche publique ;
- 3 personnalités du monde économique et social.

L'arrêté du 5 septembre 2002 précise les modalités d'élection des représentants du personnel au CA et au CO du Cned et a été modifié par l'arrêté du 21 juin 2011.

Jusqu'à présent, les élections des représentants au sein du CA et du CO s'effectuaient par un vote en présentiel conformément à l'arrêté précité.

Cependant, l'arrêté de 2002 précité est silencieux sur un certain nombre d'étapes, ce qui complexifie le scrutin.

En conséquence, afin, d'une part, de fiabiliser le scrutin et de simplifier, d'autre part, sa mise en œuvre, il a été souhaité que soit mis en place le procédé de vote électronique au sein de l'établissement, pour les élections des représentants du personnel au CA et au CO.

A ce titre, le recours au vote électronique doit être organisé dans le respect des principes fondamentaux régissant les opérations électorales, notamment leur sincérité, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et son contrôle par le juge de l'élection. Ainsi, en pratique, bien qu'il n'existe pas de dispositions spécifiques en la matière pour le Cned, les modalités de vote électronique s'inscrivent aujourd'hui principalement dans le **cadre général** issu du CGFP, des recommandations de la CNIL (n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique) et, le cas échéant, des textes communs de la FPE.

Le Cned a fait le choix de recourir à la désignation d'un expert indépendant, sur le modèle des dispositions des articles R. 211-518 et suivants du CGFP, **aux fins notamment, d'assurer une expertise complète sur l'intégralité de la solution de vote électronique retenue.**

**Données clés et périmètre estimatif :**

- Nombre estimé d'électeurs : environ **2 100** votants par scrutin
- Nombre de listes électorales : **4** listes
- **Un seul** tour pour les 2 élections
- Élections **simultanées** des représentants du personnel au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'orientation (CO)
- Scrutin de liste, sans panachage, avec étiquette syndicale
- Nombre d'instances impliquées : **2** (CA et CO)

La solution de vote électronique retenue par le Cned est celle de la société Gédivote.

### **3. PRESTATIONS DETAILLEES DU PRESENT MARCHE**

#### **3.1. Généralités**

##### *3.1.1 Périmètre des prestations*

Le titulaire procède à l'expertise de la solution de vote afin de vérifier et de garantir sa conformité avec les obligations légales ainsi que les recommandations de la CNIL.

Le niveau de risque du scrutin est estimé au **niveau 2** au sens de la recommandation CNIL. Cela devra être confirmé par le titulaire.

L'expertise porte sur l'intégralité de la solution de vote et ses conditions d'installation, sur les procédures et conditions d'utilisation du système de vote pendant le scrutin, les conditions d'utilisation de l'équipement informatique et les procédures de mise en œuvre des étapes postérieures au vote telle que la rédaction des procès-verbaux et les opérations d'archivage.

Pour exercer ses missions d'expertise, le Cned s'engage à donner l'accès au titulaire à l'ensemble des documents, données, fichiers, locaux d'hébergement de tout ou partie de la solution de vote électronique. Les informations communiquées étant sensibles (notamment en ce qui concerne le code source de la solution), le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions et précautions utiles afin de protéger les éléments qui sont portés à sa connaissance notamment en limitant autant que possible la reproduction du code source au sein du rapport, en conservant ses rapports au sein d'espaces sécurisés et pas au-delà de la durée nécessaire.

##### *3.1.2 Rapports initial et final*

Le titulaire devra fournir un rapport initial en amont du scrutin et un rapport final à la suite du scrutin. Ces livrables sont détaillés ci-après.

Ces rapports seront transmis par le Cned à la CNIL ainsi qu'aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin.

### *3.1.3 Références obligatoires du titulaire*

Conformément à l'article R211-518 du CGFP, le titulaire devra pouvoir justifier de références obligatoires, décrites au §5 de la lettre de consultation.

### *3.1.4 Cellule de supervision et bureau de vote électronique*

Par ailleurs, sur le modèle des articles R211-522 à R211-526 du CGFP, le Cned fait le choix d'attribuer les compétences de la cellule de supervision régie par les dispositions précitées au bureau de vote électronique chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Chaque liste peut désigner un représentant habilité à participer aux opérations de contrôle du scrutin électronique.

Les membres du bureau de vote électronique peuvent à tout moment :

- Accéder à la liste électorale
- Accéder à l'évolution de la liste d'émargement et du compteur de votes
- Constater l'intégrité du système de vote

### *3.1.5 Interlocuteur*

L'interlocuteur du titulaire du présent marché est la Direction Juridique du Cned.

L'ensemble des livrables décrits ci-après et les divers échanges s'effectuent via l'adresse e-mail suivante : [affaires-juridiques@ac-cned.fr](mailto:affaires-juridiques@ac-cned.fr)

## **3.2. Prestations attendues**

### **3.2.1. Avant le scrutin**

#### 3.2.1.1. Contenu de la prestation

Le prestataire examine les conditions de mise en œuvre du logiciel de vote (serveur, robustesse du code source du logiciel, les mécanismes de chiffrement utilisés, le respect des règles de gestion, d'intégrité, de fiabilité, de confidentialité des opérations etc). Il s'assure également du niveau de sécurité de transmission des codes d'authentification aux électeurs

Si un élément de non-conformité est détecté, le titulaire doit en informer immédiatement le Cned.

#### 3.2.1.2. Livrable

L'expert fournit un rapport initial qui contient un avis technique sur la conformité et une présentation des éventuelles non-conformités (par rapport aux recommandations de la CNIL) assorti des risques et recommandations associés.

Ce rapport précise également les procédures que devra suivre le prestataire de la solution de vote lors du scellement des urnes et lors de la phase de dépouillement.

#### 3.2.1.3. Délai

Le rapport doit être livré 4 semaines avant le début du scrutin. La livraison prend la forme d'un rapport transmis en format électronique à l'adresse indiqué au §3.1.5 supra.

Le prestataire veillera à obtenir la confirmation de la bonne réception du rapport par les services du Cned.

### **3.2.2. Pendant le scrutin**

#### 3.2.2.1 Contenu de la prestation

Pendant le scrutin : analyse des règles et mécanismes mis en place : vérification du scellement, vérification du respect des procédures, chiffrement, audit de la cérémonie de génération des clefs de l'élection et de scellement de la solution de vote, le suivi de la traçabilité pendant tout le scrutin. Il réalise des tests d'intrusions afin de s'assurer de la fiabilité de la solution. Ces opérations sont reprises et annexée au rapport d'expertise remis après le scrutin.

Pendant le scrutin, le titulaire se tient disponible en cas d'incident afin de vérifier la conformité, l'effectivité et la traçabilité des mesures prises.

#### 3.2.2.1. Livrable

Sans objet

#### 3.2.2.2. Délai

Sans objet

### **3.3. Après le scrutin**

#### 3.3.3.1 Contenu de la prestation

Le titulaire vérifie la conformité du dépouillement, assure la vérification des dispositions de conservation et de traçabilité.

#### 3.3.3.2 Livrable

Le titulaire fournit un rapport final comprenant :

- La création et l'attribution des fragments de la clé privée de déchiffrement,
- Le scellement du système de vote électronique
- Les opérations de vote et de dépouillement
- Les opérations d'archivage prévues à l'article R211-580 CGFP.
- Les éventuels tests d'intrusion réalisés pendant le scrutin

En cas de contestation du scrutin ou de contentieux, le titulaire s'engage à fournir au Cned toutes les informations utiles qu'il a en sa possession concernant l'opération électorale concernée par le présent marché.

#### 3.3.3.3 Délais

Le titulaire fournit le rapport final dans un délai d'un mois à compter de la fin des élections.